

Repenser l'agriculture pour lutter contre les crises alimentaires

Anne Bocandé - publié le 29/07/2011

Les causes de la sécheresse meurtrière qui sévit dans la Corne de l'Afrique ne seraient pas exclusivement climatiques mais aussi économiques. La nécessité d'une politique agricole volontariste, à l'échelle internationale, se dessine pour combattre les crises alimentaires du XXI^{ème} siècle.



Image extraite du film "Je mange donc je suis" © Vincent Bruno

"Une telle catastrophe pouvait être évitée." Le verdict des associations est sans appel. Alors que plus de 12 millions de personnes sont victimes d'une sécheresse sans précédent depuis 60 ans à l'Est de l'Afrique, plusieurs voix se sont élevées pour dénoncer la passivité de la communauté internationale. Elles militent pour une action de long terme en faveur d'une agriculture plus équitable, garantissant les besoins alimentaires de chacun.

Depuis les années 80, les marchés agricoles se sont libéralisés sous l'impulsion de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Sur les marchés financiers, où s'échangent des actifs, les prix des matières premières se sont envolés ces dernières années. Généralement imputés à une hausse de la demande, ils s'expliquent également par une forte spéculation. "Entre 2009 et 2011, on observe une flambée des prix de 70%", explique Aurélie Trouvé, ingénieure de formation et co-présidente d'Attac (Association pour la taxation des transactions financières et l'action citoyenne). En ajoutant : "Sur les marchés, on trouve désormais $\frac{3}{4}$ d'investisseurs privés qui n'ont rien à voir avec le marché agricole pour $\frac{1}{4}$ de vendeurs de produits physiques."

Cette dérégulation a ouvert de nouveaux marchés pour les producteurs, en encourageant l'exportation. Or, les pays en développement, n'ayant pas les moyens de concurrencer la productivité des pays de l'OCDE, importent parfois davantage qu'ils n'exportent, en raison d'une concurrence qualifiée de "déloyale", par Gilles Hirzel, président du Comité de l'alliance Combattre la faim et la malnutrition. Il est moins cher pour un Sénégalais d'acheter du riz thaïlandais que de participer à l'économie locale. Ce mécanisme tend à accroître la dépendance des populations à l'égard des cours alimentaires mondiaux et découragent les

productions locales. "Ceux qui meurent de faim à l'heure actuelle sont soit des paysans qui ne vendent plus leur production, soit des anciens paysans venus gonfler les bidonvilles des capitales", déplore Aurélie Trouvé. L'ombre des émeutes de la faim de 2008 plane encore.

Une problématique internationale

Les associations appellent donc à une taxation des transactions financières, à l'image de la campagne d'ATTAC en marge du G20 de novembre prochain, avec pour slogan "Les peuples avant la finance". Philippe Chalmin, économiste libéral, auteur de l'ouvrage *Le Monde a faim* (Bourin Editeur) et spécialiste des marchés internationaux conteste : "Les marchés font office de baromètre pour révéler les tendances : il chauffe pour nous alerter sur la nécessité d'augmenter la production alimentaire. Ils n'ont rien à voir avec la crise alimentaire de la Corne de l'Afrique, due à la sécheresse et la mal-gouvernance de nombreux pays ayant abandonné toute politique agricole". Certains pays en développement en viennent à céder leurs terres arables à des investisseurs étrangers dont la production est destinée à l'exportation. Le 25 juillet dernier, l'ONG Survival dénonçait ainsi la cession de terres éthiopiennes à des compagnies malaisiennes, italiennes et coréennes, en pleine crise alimentaire. A Madagascar où seulement 10% des terres cultivables sont actuellement exploitées, des investisseurs coréens lorgnent sur des milliers d'hectares.

Le retour du protectionnisme

La question de l'autonomie alimentaire revient alors sur le devant de la scène, remettant au goût du jour l'ouvrage de Bernard Hervieu de 1996, intitulé *Du droit des peuples à se nourrir eux-mêmes*. Afin de renouveler les politiques agricoles des pays en développement, les idées de Philippe Chalmin et Aurélie Trouvé s'accordent dans la mise en place de taxations aux frontières des pays en développement pour qu'ils puissent protéger leur marché intérieur. "C'est la seule solution. En effet, pour mener une politique agricole, il faut des consommateurs ou des contribuables. Or, dans les pays en développement, les consommateurs n'ont pas de budget et il n'existe pas de contribuables, » justifie l'économiste. Il reconnaît toutefois la nécessité d'un soutien international. Or, l'aide au développement pour l'agriculture est passé de 19% en 1980 à 3% en 2006, selon l'organisme des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Quant aux investisseurs privés, ils dépensent 1 500 milliards annuels dans l'armement et seulement 140 milliards dans l'agriculture.

Si le temps de l'agriculture est un temps long, les mouvements paysans s'organisent pour défendre une souveraineté alimentaire, basée sur la production et consommation locale. Il s'agit de rompre avec le système économique agricole basé sur la monoculture, trop sujette aux aléas des cours mondiaux, capable de subvenir aux besoins alimentaires de chacun et de se prémunir contre les catastrophes, telle que la sécheresse. Les paysans de chaque pays seraient capables de nourrir leurs populations avec une agriculture diversifiée. C'est ce que défend, par exemple, la Via Campesina. Ce mouvement décentralisé regroupe environ 150 organisations locales et nationales dans 70 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et des Amériques. Elle représente environ 200 millions de paysannes et de paysans, militant, lors de grands rassemblements et de publications, pour "une agriculture durable de petite échelle comme moyen de promouvoir la justice sociale et la dignité". Pour Aurélie Trouvé, c'est une évidence : "Ces idées, qualifiées de révolutionnaires ou d'idéalistes sont aujourd'hui de plus en plus partagées. Il faut désormais passer à l'action".